



Communiqué de presse

Le projet de loi 96 manque de perspective pour les jeunes et risque de créer de nouvelles divisions entre les communautés linguistiques.

Y4Y fait la promotion d'une approche basée sur les incitatifs, accueille favorablement les cours de langues, tout en soulevant des préoccupations concernant la rétention des jeunes, les possibilités d'emploi et les mesures affectant les cégeps.

Montréal, QC, 18 mai, 2021—Y4Y Québec reconnaît l'importance de promouvoir et de protéger la langue française au Québec. Cependant, Y4Y exprime une première inquiétude quant aux aspects du projet de loi 96, Loi concernant le français, langue officielle et commune du Québec. Nous regrettons que l'approche adoptée dans le projet de loi 96 impose des mesures qui tiennent peu compte de la perspective et des besoins des jeunes. Les efforts devraient se concentrer sur l'incitation des non-francophones plutôt que de risquer d'alimenter le ressentiment en les accablant.

Y4Y est activement impliqué dans la construction de ponts entre les communautés francophones, allophones et anglophones. De même, les efforts de francisation devraient émerger d'une collaboration avec les non-francophones. Une approche participative démontrerait un désir de travailler aux côtés d'une population qui s'engage à célébrer à la fois la langue officielle et la culture du Québec. Elle reconnaîtrait les enjeux spécifiques des communautés anglophones et allophones, tout en valorisant leur place au sein de la société québécoise.

« Une approche plus fructueuse permettrait de diversifier les occasions pour les non-francophones de développer leurs compétences en français par le biais d'échanges culturels entre les communautés. Nous accueillons favorablement la mesure visant à offrir des cours de langue à la population générale, une demande de longue date des jeunes anglophones », a déclaré Madeleine Lawler, présidente de Y4Y Québec. « Nous resterons toutefois vigilants pour nous assurer que l'accessibilité et la prestation de ces cours répondent aux besoins de notre communauté. Offrir ces cours est un premier pas important, mais ce n'est pas suffisant. Nous craignons que les autres mesures proposées ne menacent de créer des divisions artificielles entre les communautés sans apporter de solutions pratiques aux obstacles linguistiques aux-

quels les non-francophones sont confrontés lorsqu'ils tentent de s'intégrer dans cette province. La clé est de travailler avec nous pour surmonter ces obstacles, pas contre nous. Aidez-nous à vous aider ».

Alors que le plafonnement des inscriptions dans les cégeps anglais prétend résoudre leurs problèmes permanents d'admission, Y4Y regrette que cette solution doive se faire au détriment des jeunes allophones et francophones. Nous croyons fermement qu'il est possible de régler simultanément la question des admissions, tout en maintenant la liberté de choix en matière d'éducation postsecondaire. La solution proposée dans le projet de loi 96 pourrait créer un système d'admission à deux niveaux dans les cégeps anglophones, ce qui pourrait menacer l'accessibilité à l'éducation postsecondaire et limiter les lieux importants d'échanges linguistiques. En ce qui concerne l'application de l'examen de fin d'études en français aux cégeps anglophones, Y4Y s'inquiète du manque de clarté des critères d'exemption et de la pression supplémentaire sur les cégeps anglophones et leurs étudiants.

Certains aspects du projet de loi 96 peuvent avoir un impact disproportionné sur certaines parties de la communauté des jeunes anglophones et exacerber les problèmes existants. Par exemple, même si le projet de loi 96 prévoit un soutien aux entreprises par le biais d'initiatives de francisation, les pouvoirs étendus et le mécanisme de signalement des plaintes de l'Office québécois de la langue française peuvent néanmoins avoir un effet négatif sur les perspectives d'emploi des étudiants hors province et internationaux. Y4Y craint que ces mesures n'aggravent les problèmes actuels de rétention en décourageant davantage les jeunes diplômés anglophones de chercher un emploi au Québec. La capacité de la province à recruter de jeunes talents à l'étranger pourrait également être affectée, car les étudiants potentiels devront faire face à des défis supplémentaires pour trouver un emploi.

Il est crucial que les jeunes générations soient entendues au cours de ces débats, car ce sont les jeunes d'aujourd'hui et de demain qui vivront la majorité de leur vie sous ces nouvelles mesures. Y4Y continuera à consulter les jeunes anglophones et les partenaires communautaires de toute la province pour s'assurer que les préoccupations des jeunes sont prises en compte lors du débat sur le projet de loi 96.

###



5165 Sherbrooke street West,
Suite 107
Montréal, QC H4A 1T6



info@y4yquebec.org



514-612-2895



www.y4yquebec.org